

# LE MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS A 3 HEURES DU SOIR.

## TE VEA NO TAHITI.

Mahana mai 24 februaire 1873.

MAHANA 24. - N° 8.

**TABLE DE L'ABONNEMENT** (payable d'avance):

Un an.....	10 fr.
Six mois.....	6 »
Trois mois.....	4 »

En sus: 50 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser  
L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

**PRIX DES ANNONCES** (en comptant):

Les 20 premières lettres.....	25 fr. la ligne
Au-dessus de 20 lignes.....	20 »

Les autres annonces se valent la somme de quatre-vingt-cinq centimes.

### RONNAIRE.

**PARTIE OFFICIELLE.** — Arrêté: réglant les taxes locales à percevoir pendant l'exercice 1872. — Arrêté: relatif au budget des recettes et des dépenses locales de l'exercice 1872. — Arrêté: portant que le lieutenant de juge près le tribunal de 1<sup>re</sup> instance remplira les fonctions de juge-président de ce tribunal et assumant provisoirement les fonctions de juge chargé de l'instruction. — Notification. — Mouvement commercial pendant le 2<sup>e</sup> trimestre 1872. — Avis administratif.

**PARTIE NON OFFICIELLE.** — Hier et Aujourd'hui (suite). — Importations du 13 au 20 février 1872. — Mouvemens du port. — Annonces.

### PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société,

Vu l'article 7 de l'Ordonnance du 28 avril 1843 et l'article 6 du décret du 14 janvier 1869, ainsi que le décret du 30 janvier 1867;

Vu les articles 29 et suivans du décret du 28 septembre 1855;

Vu les articles 282 et suivans du règlement financier du 14 janvier 1869;

Vu l'arrêté local du 12 décembre 1861 portant règlement sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Ensemble, l'arrêté du 21 décembre 1865 fixant le tarif des taxes locales à percevoir pendant l'exercice 1865, et modifié par les arrêtés des 13 février 1865, 19 février et 20 avril 1868;

Les arrêtés des 27 décembre 1865, 29 décembre 1866, 31 décembre 1867, 28 décembre 1868, 7 janvier et 31 décembre 1870, réglant la perception des taxes locales pour les Exercices 1865, 1867, 1868, 1869, 1870 et 1871;

L'arrêté du 3 octobre 1871 portant établissement d'un droit de quint à Papeete;

L'arrêté en date du 30 octobre 1871 créant un droit d'aîné à Papeete;

Sur le rapport de M. le Directeur de l'Intérieur;

Arrêté du 28 décembre 1871 sur l'assiette pour l'année entière des patentes de distillation;

Les arrêtés en date des 28 décembre 1871, 12 et 22 janvier 1872 sur l'assiette et les règles de perception du droit d'octroi de mer;

Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur; Le Conseil d'administration, entendu.

#### AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

Art. 1<sup>er</sup>. Est fixé provisoirement comme suit le tarif des taxes locales à percevoir pour le compte du service Local pendant l'année 1872:

#### A.—CONTRIBUTIONS DIRECTES.

##### § 1<sup>er</sup>. — Contributions personnelles et mobilières.

Art. 2. Pour chaque personne assujettie à cet impôt, vingt francs.

##### § 2<sup>e</sup>. — CONTRIBUTIONS MOBILIÈRES.

Art. 3. Deux pour cent de la valeur locative de l'habitation personnelle de chaque contribuable.

Art. 4. Les contributions sont classées comme suit:

1 <sup>re</sup> Classe.....	1,200 fr. de valeur locative	24 fr.
2 <sup>e</sup> Classe.....	900 id.	18 »
3 <sup>e</sup> Classe.....	600 id.	12 »
4 <sup>e</sup> Classe.....	300 id.	6 »

Toute valeur locative inférieure à 300 fr. est exempte de l'impôt.

##### § 3. — Contribution des patentes.

Art. 5. La contribution des patentes sera liquidée conformément au tableau ci après:

CLASSE des patentes.	DÉSIGNATION DES PATENTES.	MONTANT des patentes.
1 <sup>re</sup> Classe.	1 <sup>er</sup> Patentes. Négociants et armateurs — ceux qui importent et vendent en gros et en détail, le détail ne s'étendant pas aux liquides, et qui exportent en moins de 12 jours; déchargeurs près les Intendants du Protectorat, rotaires.	600 00
2 <sup>e</sup> Classe.	Tenans de prisons bœufs, médecins, pharmaciens, chefs d'établissment et maîtres de pension, détaillans.	300 00
3 <sup>e</sup> Classe.	Marchands détaillans — ceux qui achètent sur place pour revendre en gros ou en détail des marchandises seules ou en détail, les uns de bœufs, vaches, entrepreneurs de transports.	300 00
4 <sup>e</sup> Classe.	Boulangers de Papeete, bouchers, charcutiers, pâtisseries, fabriciens de boissons gazeuses, ou fermiers des boulangers de Papeete qui déversent les bœufs au colporteur paient une patente supplémentaire de 150 fr.; Bouchers des districts — ceux qui déversent les bœufs au colporteur paient une patente supplémentaire de 150 fr.; autres patrons, artisans, etc.	150 00
5 <sup>e</sup> Classe.	Colporteurs dans les Iles Tahiti et Moorea.	100 00
6 <sup>e</sup> Classe.	Collecteurs dans les autres Iles françaises au Protectorat ou à la souveraineté de la France, et natures ayant des relations commerciales avec ces Iles.	30 00
§ 2. — Licences.		
	Restaurateurs, cafés, subergés à Papeete.	4,000 00
	Lic. mêmes exerçant hors de Papeete et dans les districts de Pare, Fare et Arue.	1,000 00
	Les mêmes exerçant dans les autres districts.	500 00

Est maintenu en vigueur le 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article 4 de l'arrêté du 29 décembre 1866 (1).

Le paiement de la patente de distillateur sera fait pour toute l'année. (Arrêté du 25 décembre 1871.)

#### B.—CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

Art. 6. Seront perçus pendant l'année 1872, conformément aux arrêtés en vigueur, les droits suivans:

- 1<sup>er</sup> Droits d'octroi de mer (arrêtés des 28 décembre 1871 et des 12 et 23 janvier 1872);
- 2<sup>es</sup> Droits de pilotage et quais (arrêtés des 15 décembre 1868, 20 décembre 1869, 28 janvier 1870 et 3 octobre 1871);
- 3<sup>e</sup> Droits d'embarquement (arrêté du 27 décembre 1861);
- 4<sup>e</sup> Droits de grès (arrêtés des 27 décembre 1861, 1<sup>er</sup> février 1862, 20 décembre 1866 et 16 juin 1870);
- 5<sup>e</sup> Taxes de lettres (arrêtés des 20 février 1861, 23 octobre 1862 et 20 octobre 1867, décret du 7 septembre 1862);
- 6<sup>e</sup> Droits de délivrance des actes de nationalité et de compte des bâtimens attachés à la colonie (arrêté du 24 janvier 1848);
- 7<sup>e</sup> Arrêtés de simple police (arrêté du 6 novembre 1850 et suivant);
- 8<sup>e</sup> Droits de fourrage (arrêtés des 6 novembre 1855, 15 octobre 1861, 29 décembre 1866 et 28 décembre 1869);
- 9<sup>e</sup> Droits sur la délivrance des passe-ports, permis de séjour et visas (arrêtés des 11 août 1862, 23 décembre 1867 et 13 novembre 1871);
- 10<sup>e</sup> Taxe sur les chiens de la ville (arrêté du 20 décembre 1868);
- 11<sup>e</sup> Droits hypothécaires (arrêtés des 28 novembre 1867, ordonnance du 22 novembre 1869, séance-conseil du 7 juillet 1869);
- 12<sup>e</sup> Droit d'aîné (arrêté du 12 octobre 1871);

Art. 7. Les chefs des services de l'enregistrement et des contributions sont chargés de la liquidation et du recouvrement des produits résultant des taxes ci-dessus désignées, tant directs qu'indirects, revenant à la colonie.

Art. 8. Toutes les contributions directes ou indirectes autres que celles ci-dessus spécifiées, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les autorités qui les ordonnent, contre les employés qui concourent, d'être poursuivis comme complices, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui seraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable.

Art. 9. Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont et demeurent abrogées.

Art. 10. L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur et le Procureur de la République, chef du service judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, publié au Messager et inséré au Bulletin officiel des Etablissements.

Papeete, le 15 février 1872.  
GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République:  
L'Ordonnateur. Le Procureur de la République,  
f.f. de Directeur de l'Intérieur. Chef du service judiciaire,  
L. Le GRAV. HOSSEOT.

(1) Obligation d'une patente fixe pour les capitaines de navire et autres intéressés à la cargaison.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société,

Vu les articles 32, 38 et 45 du décret financier du 26 septembre 1855 et les articles 283 et 285 du règlement du 14 janvier 1869;

Vu l'absence d'avis de délégation de la subvention métropolitaine; Vu l'urgence;

Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur; Le Conseil d'administration, entendu.

#### AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

Art. 1<sup>er</sup>. Le budget des recettes et des dépenses locales de l'exercice 1872 est provisoirement rendu exécutoire, conformément aux tableaux A et B, tel qu'il a été arrêté ce jour en Conseil d'administration; savoir:

Recettes prévues.....	510,000 00
Dépenses prévues.....	510,000 00

Art. 2. Il est ouvert à l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, pour les dépenses de cet exercice, les crédits suivans; savoir:

Sur le chapitre I <sup>er</sup> , Dépenses obligatoires — Personnel, un crédit de deux cent cinquante-huit mille francs.....	258,000 00
Sur le chapitre II, Dépenses obligatoires — Matériel, un crédit de cent quatre-vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt francs.....	194,700 00
Soit pour les dépenses obligatoires.....	452,700 00
Sur le chapitre I <sup>er</sup> , Dépenses facultatives — Personnel, un crédit de quatre mille trois cent vingt francs.....	4,300 00
Sur le chapitre II, Dépenses facultatives — Matériel, un crédit de cinquante-deux mille neuf cent francs, ci.....	52,000 00
Soit pour les dépenses facultatives.....	57,200 00
Ensemble la somme de cinq cent dix mille francs.....	510,000 00

Année 1872. L'Ordonnateur f. f. du Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, publié au *Messenger* et inséré au *Bulletin officiel des Établissements*.

Par le Commandant Commissaire de la République:  
L'Ordonnateur f. f. du Directeur de l'Intérieur,  
L. LE GUAY.

TABLEAU A (extrait).  
Recettes du Service local pour l'Exercice 1872.

N <sup>o</sup> des articles	NATURE DES RECETTES.	MONTANT
		fr. cent.
<b>NATURE DES RECETTES.</b>		
<b>Contributions sur rices.</b>		
1	Impôt personnel et mobilier.....	19,500 »
	Patentes locales.....	78,000 »
	<b>Total</b> .....	87,000 »
<b>Contributions indirectes.</b>		
	Droits PERÇUS SUR LIQUIDATIONS.	
	Droits de rames, de pilotage, etc.....	32,000 »
	Produits de l'octroi de mer.....	230,000 »
	<b>Total</b> .....	332,000 »
<b>Produits divers recouvrés par l'Administration.</b>		
	Produits de congélation, profits, halages, etc.....	25,000 »
	Profits de la sale de halage.....	3,000 »
	Produits de l'impôt sur.....	7,800 »
	Produits de l'impôt local.....	10,800 »
	Produits de la taxe des lettres.....	6,000 »
	Arrears de simple police, fournie et taxé sur les chiens.....	1,000 »
	Produits de la délivrance des passeports.....	1,000 »
	Produits divers: Brevets à différents titres, location d'un immeuble appartenant au service local, Subvention météorologique (service obligé).....	100,000 »
	Produits de droit d'octroi.....	3,000 »
	Produits de salines de marchandises (constructions) au règlement sur l'octroi de mer.....	indéterminé.
	<b>Total</b> .....	130,000 »
<b>Recettes extraordinaires.</b>		
	Prélèvement sur le solde de l'exercice.....	30,000 »
	<b>Total</b> .....	30,000 »
<b>Recettes d'ordre.</b>		
	Frais de garde et de conservation des sceaux des parties.....	indéterminé.
	<b>Total des recettes</b> .....	310,000 »

ARRÊTÉ à la somme de cinq cent dix mille francs.  
Papeete, le 15 février 1872.  
L'Ordonnateur f. f. du Directeur de l'Intérieur,  
L. LE GUAY.

Approuvé au Conseil d'Administration  
dans la séance du 15 février 1872.  
Le Commandant Commissaire de la République,  
GIRARD.

TABLEAU B (extrait).  
Dépenses du Service local pour l'Exercice 1872.

N <sup>o</sup> des articles	NATURE DES DÉPENSES.	CREDITS ALLOCÉS.
<b>1<sup>re</sup> SECTION — DÉPENSES OBLIGATOIRES</b>		
<b>CHAPITRE I<sup>er</sup> — PERSONNEL.</b>		
<b>Art. 1<sup>er</sup> — Solde et accessoires.</b>		
1	Gouvernement, Administration et Direction de l'Intérieur.....	18,900 »
2	Référé des Juges de Paix et des Juges de Commerce.....	27,000 »
3	Direction des Adresses Indigènes et Résidences.....	1,500 »
4	Enseignement, contributions et postes.....	10,100 »
5	Instruction publique.....	41,600 00
6	Postes et télégraphes.....	18,500 »
7	Impression et reliure.....	18,774 »
8	Police.....	5,430 »
9	Adresses de discipline, prison et cimetière.....	3,000 »
10	Part.....	18,000 »
11	Divers agents.....	15,270 »
12	Dépenses accessoires.....	10,000 »
	<b>Total</b> .....	309,812 00
	A déduire le 1/3 pour le produit présumé des retenues d'impôt et les fractions.....	4,573 00
	<b>Total de l'article 1<sup>er</sup> (somme ronde).....</b>	305,239 »
<b>Article 2<sup>o</sup> — Hôpitaux.</b>		
15	15 Officiers ou traités comme tels. Arrêtés 5,100 journées, dont le 2 <sup>o</sup> est de 219 journées, à 14 fr. 67 c. l'une.....	3,712 71
20	20 Sous-officiers ou autres traités comme tels, dont 2,310 journées, dont le 2 <sup>o</sup> est de 380 journées, à 15 fr. 67 c. l'une.....	4,814 60
	2 Lits d'indigènes, 732 journées, à 4 fr. 30 c. l'un.....	3,094 »
	Frais de sépulture.....	150 »
	Traitement des prisonniers: la somme des dépenses est de 30 par an, ou qui donne pour l'année 14,010 journées, dont le 2 <sup>o</sup> est de 103 journées, à 4 fr. 50 c. l'une.....	2,632 50
	<b>Total</b> .....	14,203 81
	<b>Total de l'article 2 (somme ronde).....</b>	14,210 »
<b>Article 3<sup>o</sup> — Vivres.</b>		
	Aliments destinés pour l'année 15,738 rations, à 1 fr. 35 c. l'une.....	10,829 88
	Bâtiments à défrayer sur les fonds du Commandant Commissaire de la République.....	1,500 »
	Indemnités dans la prison des détenus pour l'année (déduites dans les 385 journées prises en l'hospital) en total de 14,010 rations, à 80 c. l'une.....	11,212 94
	<b>Total</b> .....	23,542 82
	<b>Total de l'article 3 (somme ronde).....</b>	31,500 »
<b>Article 4<sup>o</sup> — Dépenses des Exercices clos.</b>		

N <sup>o</sup> des articles	NATURE DES DÉPENSES.	CREDITS ALLOCÉS.
<b>TABLEAU B (extrait) — Suite.</b>		
<b>Recapitulation du chapitre 1<sup>er</sup> — Personnel.</b>		
Article 1 <sup>er</sup> — Solde et accessoires.....	301,540 »	
2 — Hôpitaux.....	14,210 »	
3 — Vivres.....	31,500 »	
4 — Dépenses des Exercices clos.....	10,000 »	
	<b>Total</b> .....	357,250 »
	<b>Total de la section 1<sup>re</sup> — Personnel.....</b>	358,000 »
<b>CHAPITRE II. — MATÉRIEL.</b>		
<b>Article 1<sup>er</sup> — Dépenses diverses.</b>		
1	Service général.....	60,000 »
2	Frais de perception de l'impôt.....	17,000 »
3	Frais de matériel et de bureau des administrations locales.....	500 »
4	Impression.....	2,000 »
5	Indemnité de literie aux gardiens.....	500 »
6	Mobilier et éclairage de la prison et des postes.....	2,000 »
7	Éclairage et fournitures diverses aux bureaux.....	3,000 »
8	Matériel pour l'hygiène.....	1,400 »
9	Fourniture de bureaux.....	25,000 »
10	Loyers et amortissement.....	19,000 »
11	Abonnement aux principaux écrits périodiques.....	1,500 »
12	Indemnité de logement au chef.....	750 »
13	Subvention à la fabrique.....	4,000 »
14	Subvention au temple protestant.....	500 »
15	Propaganda du vote.....	2,000 »
16	Conservation des archives.....	300 »
17	Partis revenant aux capteurs dans les amendes, saisis, etc.....	2,000 »
18	Dépenses imprévues.....	5,280 »
19	Excédent d'un canal aux prises de l'Abbaye.....	700 »
	<b>Total de l'article 1<sup>er</sup>.....</b>	90,210 »
<b>Article 2<sup>o</sup> — Travaux et approvisionnements.</b>		
<b>TRAVAUX DES BUREAUX.</b>		
1	Postes et télégraphes.....	30,570 »
2	Aménagement.....	29,000 50
	<b>Total de l'article 2 (somme ronde).....</b>	59,570 50
<b>Article 3<sup>o</sup> — Fonds de dépenses diverses et imputés à la disposition de M. le Commandant Commissaire de la République (décret du 11 août 1865).....</b>		
	<b>Total</b> .....	5,000 »
<b>Art. 4<sup>o</sup> — Dépenses des Exercices clos.</b>		
	<b>Total</b> .....	780 »
<b>Art. 5<sup>o</sup> — Dépenses d'ordre.</b>		
	<b>Total</b> .....	indéterminé.
<b>Art. 6<sup>o</sup> — Dépenses extraordinaires.</b>		
	A-compte à la caisse de réserve.....	31,000 »
<b>Recapitulation du chapitre 2<sup>o</sup> — Matériel.</b>		
Article 1 <sup>er</sup> — Dépenses diverses.....	90,210 »	
2 — Travaux et approvisionnements.....	59,570 50	
3 — Fonds de dépenses diverses et imputés à la disposition de M. le Commandant Commissaire de la République.....	5,000 »	
4 — Dépenses des Exercices clos.....	780 »	
5 — Exercices d'ordre.....	indéterminé.	
6 — Dépenses extraordinaires.....	32,000 »	
	<b>Total de l'article 2<sup>o</sup> — Matériel.....</b>	197,760 50
<b>Recapitulation des dépenses obligatoires.</b>		
Chapitre 1 <sup>er</sup> — Personnel.....	358,000 »	
2 — Matériel.....	197,760 50	
	<b>Total de la 1<sup>re</sup> section — Dépenses obligatoires.....</b>	555,760 50
<b>2<sup>e</sup> SECTION — DÉPENSES FACULTATIVES</b>		
<b>CHAPITRE I<sup>er</sup> — PERSONNEL.</b>		
<b>Article 1<sup>er</sup> — Solde et accessoires.</b>		
1	1 officier de l'État-major, grade de Capitaine.....	3,000 »
	Frais de bureau.....	200 »
	Services à divers.....	710 »
	<b>Total</b> .....	4,910 »
<b>CHAPITRE II. — MATÉRIEL.</b>		
<b>Art. 1<sup>er</sup> — Travaux et approvisionnements.</b>		
<b>TRAVAUX DES BUREAUX.</b>		
	Postes et télégraphes. Travaux à proposer.....	52,000 »
<b>Recapitulation des dépenses facultatives.</b>		
Chapitre 1 <sup>er</sup> — Personnel.....	4,910 »	
2 — Matériel.....	52,000 »	
	<b>Total de la 2<sup>e</sup> section — Dépenses facultatives.....</b>	56,910 »
<b>RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.</b>		
1 <sup>re</sup> Section — Dépenses obligatoires.....	555,760 50	
2 <sup>e</sup> Section — Dépenses facultatives.....	56,910 »	
	<b>Total général des dépenses.....</b>	612,670 50

ARRÊTÉ à la somme de six cent dix mille francs en recettes et en dépenses.  
Papeete, le 15 février 1872.  
L'Ordonnateur f. f. du Directeur de l'Intérieur,  
L. LE GUAY.

Approuvé  
En Conseil d'Administration dans la séance  
du 15 février 1872.  
Le Commandant Commissaire de la République,  
GIRARD.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Îles de la Société.  
Vu l'arrivée à Tahiti de M. Baudin (Camille), nommé par décret du 11 octobre 1871 lieutenant de juge près le tribunal de 1<sup>er</sup> instance de Papeete;  
Vu l'absence du juge-président titulaire de ce tribunal;  
Vu les besoins du service;  
Vu l'article 54 du décret du 18 août 1868;

Le Procureur de la République, chef du service judiciaire.

**À NOMBRER ET À REMPLIR :**

M. de Bédou (Camille), lieutenant de juge près le tribunal de première instance de Nîmes, remplira les fonctions de juge-président de ce tribunal pendant l'absence du titulaire.

M. Buisson, capitaine d'infanterie de marine, est nommé provisoirement lieutenant de juge, chargé de l'instruction.

Art. 3. Sont rapportés nos arrêtés des 15 février et 19 juillet 1871 nommant provisoirement MM. Rouss lieutenant de juge et Maurice juge-président du tribunal de Nîmes.

Art. 4. L'Ordonnateur et le Procureur de la République, Chef de service judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Messenger*, inséré au *Bulletin officiel* des Établissements et enregistré partout où besoin sera.

Paris, le 21 février 1872.  
GIBARD.

Par le Commandant Commissaire de la Régulation :  
Le Procureur de la République,  
Chef de service judiciaire,  
L. LE GAY.

**DIRECTION DES AFFAIRES INDIGÈNES**

M. les candidats qui ont l'intention de se présenter au concours pour l'emploi d'interprète sont prévus que la réunion de la commission, qui devait avoir lieu le 28 de ce mois, est ajournée jusqu'au 5 du mois prochain.

**ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**

Le Chef du service judiciaire prie les justiciables d'origine cédant que s'il est possible, pour affaires devant les tribunaux ou devant les magistrats, de se munir des pièces justificatives de leur identité (acte de naissance, carte d'individualité, passeport, permis de résidence).

Les indigènes ont assez l'habitude de porter des noms qui ne leur appartiennent pas. Il en résulte pour le service des mandements et des diligences qu'il convient de prévenir.

Le motif est que le Basilaï n'a le mot ohpa haava nia, i tava ma tava no Otensia né, o te haere ma i moa i te aru o toripuna e nua i i ma i te haava, ia nia aloa mai ratou i te ratou ma parau haava no te ratou hoi te parau ho te parau hoi te parau hoi e te parau haava no te parau hoi.

E me matau ehi te tava tava i te parau e te haava no te ratou. E no eira e me matau i no te ohpa haava nia e te tava-pu hoi e mea tia i faore hoi te ratou hoi.

**PARTIE NON OFFICIELLE**

**NIER ET AUJOURD'HUI**

**PATENTES PROPRIÉTÉRIEUSES ET OCTROI DE MER.**

(Voir le *Messenger* de 17 Février.)

Par décision de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 21 février 1872, prise sur la proposition de l'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur, M. Maurice, sous-commissaire de la marine, a été nommé chef de service des contributions, au remplacement de M. Buisson, capitaine d'infanterie de marine, appelé à d'autres fonctions.

**ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR**

**Service des Contributions**

Mouvement commercial pendant le 2<sup>e</sup> semestre 1871.

**IMPORTATIONS.**

Douanes de marchandises diverses sans valeur d'entrée	1,411,128 50
Douanes et marchandises non soumises aux droits	593,218 31
<b>Total des importations.</b>	<b>1,607,857 80</b>

**Détail.**

Produits des archipels voisins.

Huile de coco, écous secs et capras	241,238 00
Biscuits	23,117 00
Alcool	27,471 00
Divers	28,733 25

**Chargements provenant de pays étrangers.**

Marchandises générales	1,122,637 75
<b>Total total.</b>	<b>1,607,857 80</b>

**EXPORTATIONS.**

Produits de Tahiti et archipels voisins.

Coton égrainé	589,631 50
Grosses de café	33,500 00
Buile de coco, capras secs et capras	278 26 28
Narcs	23,525 00
Divers	22,613 18
Divers	33,089 30
<b>Total.</b>	<b>652,183 65</b>

Marchandises et denrées réexportées	727,804 05
<b>Total des exportations.</b>	<b>1,679,987 70</b>

Mouvement de la navigation dans le port de Papeete.

NATIONALITÉS.	ENTRÉES			SORTIES		
	Nombre de Vaisseaux	Tonnage	Équipage	Nombre de Vaisseaux	Tonnage	Équipage
Protectorat	68	2,819	330	76	3,189	410
Anglais	15	1,601	113	12	1,571	109
Français	2	2	2	2	2	2
Américains	15	1,771	101	8	1,833	63
Hawaïens	4	725	36	2	365	18
Allemands	1	110	15	2	173	39
<b>Totaux.</b>	<b>95</b>	<b>7,140</b>	<b>614</b>	<b>100</b>	<b>9,233</b>	<b>669</b>

Navires sur rade au 30 juin 1871. . . . . 10  
Navires sur rade au 21 décembre 1871. . . . . 5

**DROITS PERÇUS À L'ENTRÉE.**

Droits fixes sur les spiritueux	6,657 30
Liquidations provisoires	1,100 35
Droits proportionnels, à 901 2 p. 100	108,284 27
<b>Total des droits payés.</b>	<b>105,989 92</b>

Papeete, le 17 février 1872.  
Le Chef du service des contributions,  
BUISSON.

**Service des Approvisionnements**

Les offres pour une fourniture de 1,800 kilogrammes pain de maïs seront reçues au bureau des approvisionnements jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1872 à 9 heures du matin.  
La fourniture devra être effectuée dans le courant du mois d'avril 1872.

La première question soulevée à l'annonce du nouveau régime a été celle-ci: L'administration française peut-elle dans un pays soumis à la loi française, énoncer la législation douanière française pour établir une organisation spéciale réglant la perception des taxes locales qui restent sous le régime colonial. La question est des plus importantes au point de vue, parce qu'elle implique, ainsi que je l'ai déjà indiqué, l'exécution possible des droits d'entrée dans le douane frappé l'importation étrangère en pays français. Elle est encore plus importante que l'importation française soit nécessairement au profit de l'immigration paillote ou tout ce qui serait contraire au profit de sa rivalité: car on veut élargir la question qu'il est très possible que l'on effectue plus particulièrement la consommation et les prix courants de l'octroi de la Bière de Paris. Mais les difficultés que présenterait l'importation des produits dans l'Etat s'est réservé le monopole ou qu'il prohibe comme nuisible au développement de l'industrie nationale.

À l'objection je réponds: Que la promulgation des lois françaises dans les pays non soumis au régime de l'impôt, à l'organisation douanière, et encore moins l'organisation municipale de l'octroi, qui restent sous le régime colonial. La délimitation sur ce point est facile à établir. Elle est la même partout. Que l'on voie, que l'on étudie ce qui a été fait pour nos colonies; et si les colonies, possession française, ont leur législation particulière quant à l'impôt, on est tout au moins obligé d'admettre le même principe d'indépendance pour des pays qui sont soumis seulement au Protectorat français.

L'arrêté du 28 décembre dernier et les arrêts d'application qui l'ont suivi ont nettement posé le régime douanier. La réglementation a été consignée, établie dans son application comme dans ses conséquences. En cela, le droit de l'administration se trouve tout entier dans l'article 7 de l'ordonnance du 28 décembre 1842, qui est encore — pour pas de temps — le régime de la Bière de Paris. Toutefois, l'ordonnance de 1842 et les pouvoirs donnés au Commandant des Établissements français de l'Océanie et des États du Protectorat ont reçu de certaines restrictions, dans l'espèce particulière des États du Protectorat, par l'arrêté de 1867 qui réserve au pouvoir métropolitain la réglementation des droits de douane. Cette réserve du gouvernement français a eu évidemment pour but moins de régler les perceptions locales du non-paillote, ce qui n'est pas sans danger (voir les notes de l'administration locale, qui d'ailleurs toute fois évalue l'évaluation pouvait valoir des traités de commerce passés avec les gouvernements étrangers).

Il était juste de garantir les droits énoncés au profit de ces derniers et d'expliquer d'un côté la réciprocité ou les conditions de transaction promises, toutes circonscrites sur lesquelles la position contra pouvait seul s'établir une reconnaissance de ce qui. La situation particulière des États du Protectorat a été réglée soit de la France, soit des gouvernements étrangers, soit par l'arrêté qui leur a été imposé. Le décret, le régime, est une acte politique plutôt qu'administratif, qui admet, par conséquent que le régime douanier ne soit pas adopté dans ces petites colonies et à Tahiti, mais qui a subi pas que ce régime, s'il doit être établi, lire son origine et sa constitution d'un pouvoir autre que le pouvoir métropolitain. Quant au droit des Commandants ou Gouverneurs d'établir au conseil l'octroi ou l'impôt municipal sur les taxes qui sont payables, s'il est établi, lire son origine et sa constitution d'un pouvoir autre que le pouvoir métropolitain. Quant au droit des Commandants ou Gouverneurs d'établir au conseil l'octroi ou l'impôt municipal sur les taxes qui sont payables, s'il est établi, lire son origine et sa constitution d'un pouvoir autre que le pouvoir métropolitain.

Il faut donc également préciser sous le régime de l'octroi, c'est-à-dire soumis à des taxes également indirectes et locales. Il est à examiner le mode d'application et de fonctionnement de ce régime. Il y a dans cela quelle proportion la taxe sera-t-elle établie? L'arrêté du 28 décembre dernier a prévu l'article 1. § 4: « Le taux de ce droit est fixé pour l'année 1872 à 3 1/2 de la valeur des marchandises importées, sans révision, s'il est reconnu utile, en cas de nécessité administrative. »

Il faut donc sans difficulté la disposition, bien qu'il soit sous l'impôt de 6 1/2 au mot, il n'est pas suffisant pour couvrir les dépenses; mais le revenu est à côté du mal, il n'est pas qu'une expérience à faire, et, si l'on fait l'avance, les intérêts engagés sont d'une importance assez considérable pour qu'on ait pu

